

n'a pris aucune mesure nouvelle en cette matière, parce qu'il a pensé que le comité voulait être libre de poursuivre son enquête.

Si je me rappelle bien, il y a trois semaines ou un mois, le comité a dit que ses recherches ne pouvaient plus servir à quelque fin utile et il a effectivement déferé la question au gouvernement. Il y a environ trois semaines, j'ai rencontré les représentants de ce comité en compagnie du ministre de l'Agriculture (M. Harkness), alors que nous avons discuté la question à fond.

Si je rappelle ces antécédents, monsieur l'Orateur, c'est parce qu'il me semble qu'il doit être bien précisé qu'il n'y aucunement lieu d'affirmer que le gouvernement a agi avec lenteur ou négligé d'agir en cette matière. Depuis qu'a eu lieu cette réunion et vu qu'il était évident que le comité croyait n'avoir aucune solution définitive à présenter, nous n'avons cessé de nous occuper énergiquement de cette question et j'espère être prochainement capable de recommander à mes collègues l'adoption d'une certaine mesure.

L'hon. James Sinclair (Coast-Capilano): J'aimerais poser une autre question au ministre de la Justice. A-t-il notifié la section de la Colombie-Britannique de la Société protectrice des animaux de s'adresser à ses députés fédéraux plutôt qu'à ses députés provinciaux en ce qui concerne l'abattage sans cruauté des animaux, sous prétexte que seul le gouvernement fédéral a compétence en la matière?

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, autant que je me souviens, je n'ai eu aucun entretien à ce propos avec qui que ce soit de la Société protectrice des animaux, de la Colombie-Britannique. Je parle de mémoire, mais j'ai eu des entretiens avec le président de la Société de la Colombie-Britannique pour l'abattage sans cruauté des animaux, et c'est, si j'ai bien compris, en cette qualité qu'il s'est entretenu avec moi.

Comme je le disais il y a un instant, la question de l'abattage sans cruauté nous préoccupe depuis longtemps. Je n'ai pas eu l'occasion de vérifier mes dossiers mais, si ma mémoire est bonne, j'ai discuté il y a environ un an la question avec le président de la Société de la Colombie-Britannique pour l'abattage sans cruauté des animaux. Il est venu à Ottawa et a discuté avec moi, en tant que simple député, les mesures qu'on pourrait prendre pour résoudre le problème et, sauf erreur, il m'a demandé si j'estimais qu'il serait opportun pour lui d'écrire aux députés fédéraux. A ce moment-là, je lui ai dit que je ne voyais aucun inconvénient à ce que des lettres, sur une question de cette importance, soient adressées aux députés fédéraux, y compris les ministres.

[L'hon. M. Fulton.]

Pour autant que je me souviens, c'était il y a environ un an et je ne crois pas avoir eu d'autre entretien avec lui jusqu'à la fin de la semaine dernière, lorsqu'il est venu encore une fois à Ottawa pour me voir en ma qualité de ministre de la Justice. A ce moment-là, les simples députés comme les membres du gouvernement recevaient un volume considérable de correspondance à la suite d'autres propositions et de l'intérêt manifesté par le public à cet égard.

L'hon. M. Sinclair: Puis-je poser une autre question supplémentaire? Le ministre lui a-t-il dit, à l'une de ces deux occasions, que c'était le gouvernement fédéral et non le gouvernement de la province qui était compétent à cet égard?

L'hon. M. Fulton: D'après mes souvenirs de la conversation,—et je ne sache pas, monsieur l'Orateur, que je sois tenu de rapporter les entretiens que j'ai eus à titre de particulier,—je puis signaler qu'à mon avis c'est un autre de ces cas où il y a un certain partage de responsabilité, ce qui en complique encore l'examen, mais cela ne signifie pas qu'il est insoluble. Comme je l'ai dit tantôt, je compte pouvoir sous peu formuler un vœu précis à mes collègues.

LES FINANCES

INTERPELLATION AU SUJET DE LA POSSIBILITÉ D'ÉMETTRE DES CHÈQUES OFFICIELS BILINGUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Wilfrid LaCroix (Québec-Montmorency): Monsieur l'Orateur, je me permettrai de poser au ministre des Finances une question. Pourrait-il, conformément aux lois existantes, donner les instructions nécessaires pour que son ministère émette partout au Canada des chèques bilingues?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir prévenu de sa question. Je lui répondrai que cela dépendra de l'interprétation des statuts et, sauf erreur, l'usage parlementaire s'oppose à ce qu'on formule à la Chambre des questions comportant une opinion juridique, et à ce qu'on y réponde.

LES PENSIONS

DEMANDE DE RELÈVEMENT DES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX RETRAITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. C. Christian (Okanagan-Boundary): Monsieur l'Orateur, je désire poser au ministre des Finances une question dont, je pense, il a reçu préavis de ma part. Le gouvernement a-t-il songé à relever ou à rétablir